

Art. 2. Artikel 3 van hetzelfde ministerieel besluit wordt vervangen door:

"De lijst van de in aanmerking komende opleidingseenheden, met inbegrip van hun volgorde van prioriteit, is als volgt:

1° Alfabetisering en Frans als vreemde taal:

- Alfabetisering niveau 1 onder codenummer 031001U11D1;
- Alfabetisering niveau 1A onder codenummer 031007U11D1;
- Alfabetisering niveau 1B onder codenummer 031008U11D1;
- Alfabetisering niveau 2 onder codenummer 031002U11D2;
- Alfabetisering niveau 3 onder codenummer 031003U11D1;
- Alfabetisering niveau 4 onder codenummer 031004U11D1;
- Inleiding tot de mondelinge Franse taal voor niet-Franstaligen onder codenummer 730678U11E1;
- Voorbereiding op het leren van het Frans als vreemde taal - niveau A (UEDA) onder codenummer 730601U11D2;
- Voorbereiding op het leren van het Frans als vreemde taal - niveau B (UEDB) onder codenummer 730602U11D2;
- Overgangperiode tot 31 december 2020: Frans als vreemde taal - beginnersniveau UF DA onder codenummer 730601U11D1;
- Overgangperiode tot 31 december 2020: Frans als vreemde taal - beginnersniveau UF DB onder codenummer 730602U11D1.

2° Getuigschrift van basisstudie:

- Getuigschrift van basisstudie - burgerschap onder codenummer 050204U11D1;
- Getuigschrift van basisstudie - Frans/Wiskunde onder codenummer 04503U11D1."

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 1 september 2019.

Brussel, 31 oktober 2019.

V. GLATIGNY

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/205886]

5 DECEMBRE 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif au télétravail

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 87, § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 6 janvier 2014;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la fonction publique wallonne;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 avril 2011 relatif au télétravail, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 janvier 2013;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 15 février 2019;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 21 février 2019;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 21 février 2019;

Vu le protocole de négociation n°768 du Comité de secteur n° XVI, conclu le 14 mai 2019;

Vu l'avis 66.233/4 du Conseil d'Etat, donné le 17 juin 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu le rapport du 8 novembre 2019 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Sur la proposition de la Ministre de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Le présent arrêté est applicable aux membres du personnel des services du Gouvernement wallon et des organismes d'intérêt public visés par le décret du 22 janvier 1998 relatif au statut du personnel de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° membre du personnel : le membre du personnel statutaire et le membre du personnel contractuel;

2° télétravail : toute forme d'organisation et/ou de réalisation du travail, utilisant les technologies de l'information, dans laquelle un travail qui peut être réalisé dans les locaux de l'employeur est effectué de façon régulière au domicile du télétravailleur ou en tout autre lieu où s'exerce le télétravail situé en dehors des locaux de l'employeur, moyennant l'accord de ce dernier;

3° télétravail occasionnel : toute forme d'organisation et/ou de réalisation du travail, utilisant les technologies de l'information, dans laquelle un travail qui peut être réalisé dans les locaux de l'employeur est effectué de façon occasionnelle au domicile du membre du personnel ou en tout autre lieu où s'exerce le télétravail situé en dehors des locaux de l'employeur, moyennant l'accord de ce dernier;

4° télétravailleur : le membre du personnel qui effectue du télétravail tel que défini au 2° et 3°;

5° employeur : un service du Gouvernement wallon ou un organisme d'intérêt public visé par le décret du 22 janvier 1998 relatif au statut du personnel de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne;

6° service d'affectation : direction ou entité non constituée en direction dans les services extérieurs où le membre du personnel est affecté.

CHAPITRE II. — *Télétravail*

Section 1^{ère}. — Demande

Art. 3. Le membre du personnel peut introduire à tout moment une demande individuelle pour recourir au télétravail auprès du supérieur hiérarchique du rang A4 au moins.

Le supérieur hiérarchique communique son avis motivé simultanément au comité de direction de la direction générale dont il relève et au membre du personnel.

En cas d'avis négatif, le membre du personnel peut, à sa demande, être entendu par le comité de direction.

Les demandes sont traitées suivant les modalités fixées par le secrétaire général ou le fonctionnaire général compétent en matière de personnel.

Section 2. — Autorisation

Art. 4. § 1er. L'autorisation de télétravail est accordée par le secrétaire général ou le fonctionnaire général compétent en matière de personnel, ou leur délégué, sur la base de la proposition du comité de direction.

§ 2. Le membre du personnel peut être autorisé à recourir au télétravail s'il est satisfait aux conditions suivantes :

1° le télétravail est compatible avec la fonction;

2° le télétravail est compatible avec l'intérêt du service;

3° le membre du personnel effectue des prestations dans le service au sein duquel il est affecté depuis six mois au moins au moment du dépôt de sa candidature;

4° le membre du personnel est apte à :

a. s'organiser pour effectuer de façon autonome ses tâches dans les délais requis;

b. interagir à distance avec ses collègues et ses supérieurs hiérarchiques.

Concernant le § 2, alinéa 1^{er}, 1°, peuvent faire obstacle au télétravail :

a. la nécessité d'une présence continue sur le lieu de travail en raison de la nature même du métier du membre du personnel;

b. l'utilisation quotidienne d'applications auxquelles le membre du personnel ne peut avoir accès en dehors du lieu de travail pour des raisons de sécurité;

c. le traitement quotidien par le membre du personnel de documents ne pouvant pas sortir du lieu de travail pour des raisons de confidentialité.

§ 3. Le stagiaire est exclu du bénéfice du télétravail à moins qu'il :

1° ne bénéficie déjà d'une autorisation de télétravail en qualité de membre du personnel contractuel dans le même service d'affectation la veille de son admission au stage;

2° ou n'ait été occupé en qualité de membre du personnel contractuel dans le même service d'affectation pendant une période de six mois à la veille de son admission au stage.

Art. 5. L'autorisation de télétravail mentionne :

1° le lieu où s'exerce le télétravail;

2° le ou les jours de télétravail arrêtés de commun accord entre le supérieur hiérarchique du rang A4 au moins et le télétravailleur;

3° les périodes en dehors des plages obligatoires visées à l'article 12 pendant lesquelles le télétravailleur doit être joignable;

4° l'accord du télétravailleur quant à l'accès à son domicile ou au lieu où s'exerce le télétravail, du service interne de prévention entre 9 h 30 et 16 heures;

5° l'engagement du télétravailleur à respecter les règles de sécurité informatique imposées par l'employeur;

6° l'engagement du télétravailleur à suivre les formations au télétravail organisées par l'employeur et spécialement celles relatives aux règles de sécurité informatique.

Les mentions visées à l'alinéa 1^{er} font l'objet d'un avenant au contrat de travail des membres du personnel contractuel.

Art. 6. § 1^{er}. A la demande du télétravailleur, le supérieur hiérarchique du rang A4 au moins peut accorder un déplacement du ou des jours de télétravail, dans une même semaine, ou un aménagement des horaires de télétravail.

§ 2. Le supérieur hiérarchique du rang A4 au moins du télétravailleur peut imposer un déplacement du ou des jours de télétravail ou un aménagement des horaires de télétravail dicté par l'intérêt du service à concurrence de quatre jours par an maximum.

Art. 7. Sans préjudice de l'article 8, § 1^{er}, le Secrétaire général ou le fonctionnaire général compétent en matière de personnel peut accorder, pour une période d'un an renouvelable, un aménagement du ou des jours de télétravail pour les familles monoparentales, en fonction de la situation familiale.

Les modalités relatives à cet aménagement sont fixées par le Secrétaire général ou le fonctionnaire général compétent en matière de personnel.

Art. 8. § 1^{er}. Le télétravailleur ne peut pas effectuer du télétravail plus de deux jours par semaine.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, peut effectuer du télétravail uniquement un jour par semaine :

1° le directeur chargé d'une direction et les agents des rangs A5, B1, C1 et D1 qui exercent des fonctions d'encadrement;

2° le membre du personnel qui accomplit des prestations dans le cadre d'un régime de travail à temps partiel.

§ 3. Peut être autorisé à effectuer du télétravail deux jours par semaine à la condition d'être présent au moins un jour par semaine sur son lieu de travail et sur recommandations et propositions du conseiller en prévention - médecin du travail :

1° le membre du personnel qui exerce ses fonctions selon le régime des prestations réduites pour raisons médicales prévu aux articles 414 à 418 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne;

2° le membre du personnel qui exerce ses fonctions selon le régime des prestations réduites pour raisons médicales sur la base de l'article 100, § 2, de la loi du 14 juillet 1994 relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités;

3° le membre du personnel qui bénéficie de prestations réduites pour raisons médicales sur la base de l'article 32bis de l'arrêté royal du 24 janvier 1969 relatif à la réparation, en faveur de membres du personnel du secteur public, des dommages résultant des accidents du travail et des accidents survenus sur le chemin du travail ou de l'article 19bis de l'arrêté royal du 5 janvier 1971 relatif à la réparation des dommages résultant des maladies professionnelles dans le secteur public.

§ 4. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, peut être autorisé à effectuer du télétravail trois jours par semaine à la condition d'être présent au moins un jour par semaine sur son lieu de travail et sur recommandations et propositions du conseiller en prévention - médecin du travail le membre du personnel qui reprend le travail après une maladie grave et de longue durée reconnue comme telle par le service médical de contrôle visé à l'article 413, 1°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne.

§ 5. Le télétravail s'effectue par jours entiers.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le télétravail peut s'effectuer par demi-jours dans le cadre des hypothèses visées aux paragraphes 2, 2°, 3 et 4.

§ 6. Un crédit horaire de 7 h 36 est accordé par jour de télétravail.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, un crédit horaire de 3 h 48 est accordé au télétravailleur effectuant des prestations sur un demi-jour dans le cadre des hypothèses visées aux paragraphes 2, 2°, 3 et 4.

Art. 9. Tout changement d'affectation du télétravailleur met fin de plein droit à l'autorisation de télétravail.

Par dérogation à l'article 4, § 2, 3°, le membre du personnel peut introduire une nouvelle demande d'autorisation de télétravail sans délai si son changement d'affectation résulte d'un transfert de missions aux services du Gouvernement wallon ou à un organisme d'intérêt public, ou résulte d'une modification de leur cadre du personnel et s'il continue à exercer les mêmes fonctions.

Art. 10. § 1^{er}. Le télétravailleur peut demander à tout moment qu'il soit mis fin avec effet immédiat à l'autorisation de télétravail.

§ 2. Sur la base de l'avis motivé du supérieur hiérarchique du rang A4 au moins, le comité de direction peut proposer à tout moment que l'autorisation de télétravail soit modifiée ou qu'il y soit mis fin.

Le télétravailleur peut, à sa demande, être entendu par le comité de direction dans le cadre de l'examen de son dossier.

La décision de modifier ou de mettre fin à l'autorisation de télétravail est prise par le secrétaire général ou le fonctionnaire général compétent en matière de personnel, ou leur délégué, sur la base de la proposition du comité de direction. Cette décision prend effet trente jours après sa notification au télétravailleur.

Section 3. — Télétravail occasionnel

Art. 11. § 1^{er}. Sans préjudice des conditions prévues à l'article 4, le supérieur hiérarchique du rang A4 au moins peut autoriser le membre du personnel à recourir au télétravail occasionnel à concurrence de dix jours par an maximum.

Le membre du personnel ne peut effectuer du télétravail occasionnel qu'à la condition d'y avoir été autorisé avant le début de la journée de travail par son supérieur hiérarchique du rang A4 au moins. Cet accord doit être donné par courrier électronique ou par message de téléphonie mobile.

Le membre du personnel ne peut être autorisé à effectuer du télétravail occasionnel qu'à la condition qu'il soit en mesure d'accomplir son travail par cette voie conformément aux dispositions de l'article 4, § 2.

Les modalités relatives au télétravail occasionnel sont fixées par le secrétaire général ou le fonctionnaire général compétent en matière de personnel.

§ 2. Aucune indemnité ou prime ne peut être associée au télétravail occasionnel.

Section 4. — Droits et obligations

Art. 12. Le télétravailleur doit être joignable par e-mail et téléphone, selon les modalités à convenir avec la hiérarchie au minimum de 9 h 30 à 12 h et de 14 h à 16 h.

Art. 13. § 1^{er}. Aucune augmentation ou diminution de l'horaire de travail ne peut être liée au télétravail.

La charge de travail et les critères de résultat du télétravailleur sont équivalents à ceux des membres du personnel comparables occupés dans les locaux de l'employeur.

§ 2. Le télétravailleur a les mêmes droits à la formation et aux possibilités de carrière que les membres du personnel comparables occupés dans les locaux de l'employeur et est soumis aux mêmes évaluations.

Art. 14. Le télétravailleur doit pouvoir accéder aux informations concernant l'institution et le service.

Art. 15. L'employeur fournit, installe et entretient les équipements informatiques et de téléphonie nécessaires au télétravail.

L'employeur fournit un service approprié d'appui technique.

En cas de dol, de faute lourde ou de faute légère habituelle relatifs aux règles de sécurité informatique, le directeur général du Service public de Wallonie Budget, Logistique et Technologies de l'Information et de la Communication ou son délégué du rang A3 ou le fonctionnaire dirigeant compétent en matière de technologies de l'information suspend l'accès aux solutions techniques permettant le télétravail, en l'attente d'une décision du secrétaire général ou du fonctionnaire général compétent en matière de personnel, ou leur délégué, conformément à l'article 10, § 2, alinéa 3.

Art. 16. Une indemnité mensuelle forfaitaire de 20 euros est accordée par mois civil au télétravailleur, pour couvrir les frais de connexion internet.

Toute absence qui dépasse un mois civil suspend l'octroi de l'indemnité à compter du mois suivant.

Art. 17. Le télétravailleur prend soin des équipements qui lui sont confiés.

Art. 18. Le télétravailleur informe sans délai l'employeur en cas de panne d'un équipement ou de toute autre circonstance l'empêchant d'effectuer son travail.

En cas d'empêchement visé à l'alinéa 1^{er}, le télétravail peut être suspendu sur décision motivée du supérieur hiérarchique du rang A4 au moins.

Art. 19. Le télétravailleur informe sans délai l'employeur en cas de vol ou d'endommagement par des tiers et lui fournit les informations susceptibles de lui permettre d'obtenir réparation du préjudice subi.

Art. 20. Sauf en cas de dol, de faute lourde ou de faute légère habituelle du télétravailleur, l'employeur prend en charge les coûts liés à la perte ou à l'endommagement des équipements et des données.

Art. 21. Le télétravailleur informe sans délai l'employeur en cas de maladie ou d'accident du travail.

Il fournit tout élément utile à la qualification de l'accident comme accident du travail.

Art. 22. L'employeur informe le télétravailleur des mesures de protection et de prévention en vigueur en matière de santé et de sécurité au travail, notamment celles relatives aux écrans de visualisation.

Le télétravailleur peut demander une visite au service interne pour la prévention et la protection au travail.

CHAPITRE III. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 23. L'arrêté du Gouvernement wallon du 7 avril 2011 relatif au télétravail, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 janvier 2013, est abrogé.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le membre du personnel qui, au jour de l'entrée en vigueur du présent arrêté, effectue déjà du télétravail continue à télétravailler aux conditions de l'arrêté du 7 avril 2011 précité et conformément à son autorisation de télétravail en cours, et ce, jusqu'au terme prévu par celle-ci mais sans toutefois pouvoir dépasser la date du 31 décembre 2020.

Le membre du personnel visé à l'alinéa 2 bénéficie néanmoins immédiatement des dispositions plus avantageuses du présent arrêté, en particulier de l'indemnité prévue à l'article 16.

S'il souhaite poursuivre le télétravail au-delà du terme de son autorisation en cours, le membre du personnel visé à l'alinéa 2 introduit une demande aux conditions du présent arrêté.

Art. 24. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'un délai de dix jours prenant cours le jour suivant sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 25. La Ministre de la Fonction publique est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 5 décembre 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des Allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,

V. DE BUE

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2019/205886]

5. DEZEMBER 2019 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Telearbeit

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, Artikel 87 § 3, ersetzt durch das Sondergesetz vom 8. August 1988 und abgeändert durch das Sondergesetz vom 6. Januar 2014;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 über die Anstellungsbedingungen und die Verwaltungs- und Besoldungslage der vertraglichen Personalmitglieder;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 7. April 2011 über die Telearbeit, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 31. Januar 2013;

Aufgrund der am 15. Februar 2019 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 21. Februar 2019 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 21. Februar 2019 gegebenen Einverständnisses des Ministers des öffentlichen Dienstes;

Aufgrund des am 14. Mai 2019 geschlossenen Protokolls Nr. 768 des Sektorenausschusses Nr. XVI;

Aufgrund des am 17. Juni 2019 in Anwendung des Artikels 84, § 2, Absatz 1, § 1° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 66.233/4 des Staatsrats;

Aufgrund des Berichts vom 8. November 2019, der gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellt wurde;

Auf Vorschlag der Ministerin für den öffentlichen Dienst;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I. — *Allgemeine Bestimmungen*

Artikel 1 - Der vorliegende Erlass findet Anwendung auf die Personalmitglieder der Dienststellen der Wallonischen Regierung und der Einrichtungen öffentlichen Interesses, die im Dekret vom 22. Januar 1998 über das Statut des Personals bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Wallonischen Region unterstehen, erwähnt sind.

Art. 2 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Personalmitglied: das Mitglied des statutarischen Personals und das Mitglied des Vertragspersonals;

2° Telearbeit: jegliche Form der Organisation und/oder Ausführung der Arbeit unter Anwendung von Informationstechnologien, bei der eine Arbeit, die in den Räumlichkeiten des Arbeitgebers durchgeführt werden kann, regelmäßig am Wohnsitz des Telearbeiters oder an jedem anderen Ort, an dem die Arbeit außerhalb der Räumlichkeiten des Arbeitgebers durchgeführt wird, mit dessen Einverständnis ausgeführt wird;

3° gelegentliche Telearbeit: jegliche Form der Organisation und/oder Ausführung der Arbeit unter Anwendung von Informationstechnologien, bei der eine Arbeit, die in den Räumlichkeiten des Arbeitgebers durchgeführt werden kann, gelegentlich am Wohnsitz des Telearbeiters oder an jedem anderen Ort, an dem die Arbeit außerhalb der Räumlichkeiten des Arbeitgebers durchgeführt wird, mit dessen Einverständnis ausgeführt wird;

4° Telearbeiter: das Personalmitglied, das Telearbeit im Sinne von Ziffer 2 und 3 durchführt;

5° Arbeitgeber: eine Dienststelle der Wallonischen Regierung oder eine Einrichtung öffentlichen Interesses, die dem Dekret vom 22. Januar 1998 über das Statut des Personals bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Wallonischen Region unterstehen, genannt wird;

6° Dienststelle: Direktion oder nicht als Direktion organisierte Einheit in den Außendienststellen, der das Personalmitglied zugewiesen wird.

KAPITEL II. — *Telearbeit*

Abschnitt 1 — Antrag

Art. 3 - Das Personalmitglied kann jederzeit bei dem hierarchischen Vorgesetzten, der mindestens den Dienstrang A4 besitzt, einen individuellen Antrag zur Ausübung der Telearbeit einreichen.

Der Vorgesetzte übermittelt gleichzeitig sowohl dem Direktionsausschuss der Generaldirektion, der er untersteht, als auch dem Personalmitglied sein begründetes Gutachten

Im Falle eines negativen Gutachtens kann das Personalmitglied auf eigenen Antrag von dem Direktionsausschuss angehört werden.

Die Anträge werden nach den von dem Generalsekretär oder dem für Personalangelegenheiten zuständigen Generalbeamten festgesetzten Modalitäten behandelt.

Abschnitt 2 — Genehmigung

Art. 4 - § 1. Die Genehmigung zur Telearbeit wird von dem Generalsekretär oder dem für Personalangelegenheiten zuständigen Generalbeamten, oder deren Bevollmächtigten, auf der Grundlage des Vorschlags des Direktionsausschusses erteilt.

§ 2. Dem Personalmitglied kann erlaubt werden, die Telearbeit zu beanspruchen, wenn es folgende Bedingungen erfüllt:

1° die Telearbeit ist mit dem Amt vereinbar;

2° die Telearbeit ist mit dem Interesse des Dienstes vereinbar;

3° Das Personalmitglied erbringt Dienstleistungen innerhalb der Dienststelle, in der er zum Zeitpunkt seiner Bewerbung seit mindestens sechs Monaten zugewiesen ist;

4° das Personalmitglied ist dazu fähig:

a. sich so organisieren, dass es seine Aufgaben innerhalb der vorgeschriebenen Fristen selbstständig erfüllen kann;

b. Ferninteraktion mit Kollegen und Vorgesetzten zu gewährleisten.

Was § 2, Absatz 1, Ziffer 1° betrifft, kann Folgendes eine Verhinderung von Telearbeit darstellen:

a. die Notwendigkeit einer ständigen Anwesenheit am Arbeitsplatz aufgrund der Art der Tätigkeit des Personalmitglieds;

b. die tägliche Nutzung von Anwendungen, auf die das Personalmitglied außerhalb des Arbeitsplatzes aus Sicherheitsgründen nicht zugreifen kann;

c. die tägliche Bearbeitung von Dokumenten durch das Personalmitglied, die aus Gründen der Vertraulichkeit den Arbeitsplatz nicht verlassen können.

§ 3. Der Bedienstete auf Probe ist von dem Genuss der Telearbeit ausgeschlossen, es sei denn:

1° er genießt am Tag vor seiner Zulassung zur Probezeit bereits eine Genehmigung zur Telearbeit als Mitglied des Vertragspersonals innerhalb derselben Dienststelle.

2° er ist während eines Zeitraums von sechs Monaten am Tag vor seiner Zulassung zur Probezeit als Mitglied des Vertragspersonals innerhalb derselben Dienststelle beschäftigt worden.

Art. 5 - Die Genehmigung zur Telearbeit umfasst folgende Angaben:

1° der Ort, an dem die Telearbeit durchgeführt wird;

2° der bzw. die im Einvernehmen zwischen dem hierarchischen Vorgesetzten, der mindestens den Dienstrang A4 hat, und dem Telearbeiter festgelegte(n) Telearbeitstag(e);

3° die Zeiten außerhalb der in § 12 genannten obligatorischen Zeiten, in denen der Telearbeiter erreichbar sein muss;

4° das Einverständnis des Telearbeiters, was den Zugang des internen Vorbeugungsdienstes zu seiner Wohnung oder zu dem Ort, an dem die Telearbeit durchgeführt wird, zwischen 9.30 Uhr und 16.00 Uhr betrifft;

5° die Verpflichtung des Telearbeiters, die durch den Arbeitgeber auferlegten IKT-Sicherheitsbestimmungen zu beachten;

6° die Verpflichtung des Telearbeiters, an den durch den Arbeitgeber veranstalteten Ausbildungen über die Telearbeit und insbesondere an denjenigen, die die IKT-Sicherheitsbestimmungen betreffen, teilzunehmen.

Die im ersten Absatz erwähnten Angaben sind Gegenstand eines Nachtrags zum Arbeitsvertrag der Mitglieder des Vertragspersonals.

Art. 6 - § 1. Auf Antrag des Telearbeiters kann der hierarchische Vorgesetzte, der mindestens den Dienstrang A4 besitzt, eine Verlegung des Tages oder der Tage der Telearbeit in derselben Woche oder eine Anpassung der Telearbeitszeiten gewähren.

§ 2. Der hierarchische Vorgesetzte des Telearbeiters, der mindestens den Dienstrang A4 hat, kann im Interesse des Dienstes höchstens vier Tage im Jahr eine Verlegung des Tages oder der Tage der Telearbeit oder eine Anpassung der Telearbeitszeiten auferlegen.

Art. 7 - Unbeschadet des Artikels 8 § 1^{er} können der Generalsekretär oder der für Personalangelegenheiten zuständige Generalbeamte für einen verlängerbaren Zeitraum von einem Jahr eine Anpassung des oder der Telearbeitstage für Einzelternfamilien je nach Familiensituation gewähren.

Die Modalitäten für diese Anpassung werden von dem Generalsekretär oder dem für Personalangelegenheiten zuständigen Generalbeamten festgesetzt.

Art. 8 - § 1. Der Telearbeiter kann nicht mehr als zwei Tage in der Woche Telearbeit ausführen.

§ 2. In Abweichung von Paragraph 1 kann nur einen Tag in der Woche Telearbeit ausführen:

1° der mit einer Direktion beauftragte Direktor und die Bediensteten der Ränge A5, B1, C1 und D1, die Führungstätigkeiten ausüben;

2° das Personalmitglied, das Leistungen im Rahmen einer Teilzeitarbeitsregelung erbringt.

§ 3. Sofern es mindestens einen Tag in der Woche an seinem Arbeitsplatz anwesend ist, und auf Empfehlung und Vorschlag des Gefahrenverhütungsberaters - Arbeitsarztes, kann Telearbeit an zwei Tagen in der Woche erlaubt werden für:

1° das Personalmitglied, das sein Amt nach der Regelung verkürzter Leistungen aus ärztlichen Gründen im Rahmen der Artikel 414 bis 418 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes ausübt;

2° das Personalmitglied, das sein Amt nach der Regelung verkürzter Leistungen aus ärztlichen Gründen im Rahmen von Artikel 100 § 2 des Gesetzes vom 14. Juli 1994 über die Gesundheitspflege- und Entschädigungspflichtversicherung ausübt;

3° das Personalmitglied, das verkürzte Leistungen aus ärztlichen Gründen aufgrund von Artikel 32bis des Königlichen Erlasses vom 24. Januar 1969 über den Schadenersatz für Arbeitsunfälle und Wegeunfälle zugunsten von Personalmitgliedern des öffentlichen Sektors oder von Artikel 19bis des Königlichen Erlasses vom 5. Januar 1971 über den Schadenersatz für berufliche Krankheiten im öffentlichen Sektor genießt.

§ 4. In Abweichung von Paragraph 1 kann dem Personalmitglied, das nach einer schweren und langwierigen Krankheit, die von dem in Artikel 413 Ziffer 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes genannten medizinischen Untersuchungsdienst als solche anerkannt wurde, die Arbeit wieder aufnimmt, erlaubt werden, drei Tage in der Woche Telearbeit zu verrichten, sofern es mindestens einen Tag pro Woche an seinem Arbeitsplatz anwesend ist, und auf Empfehlung und Vorschlag des Gefahrenverhütungsberaters- Arbeitsarztes.

§ 5. Die Telearbeit wird in ganzen Tagen durchgeführt.

In Abweichung von Absatz 1 kann die Telearbeit in den in den Absätzen 2, Ziffer 2, 3 und 4 genannten Fällen in halben Tagen durchgeführt werden.

§ 6. Ein Zeitguthaben von 7 Stunden 36 Minuten wird pro Telearbeitstag gewährt.

In Abweichung von Absatz 1 wird dem Telearbeiter, der in den in den Paragraphen 2, Ziffer 2, 3 und 4 genannten Fällen Leistungen in Halbtagen erbringt, ein Zeitguthaben von 3 Stunden 48 Minuten gewährt.

Art. 9 - Jede Änderung der Dienststelle des Telearbeiters setzt der Genehmigung zur Telearbeit von Rechts wegen ein Ende.

In Abweichung von Artikel 4 § 2 Ziffer 3 kann das Personalmitglied unverzüglich einen neuen Antrag auf Genehmigung der Telearbeit einreichen, wenn seine Änderung der Dienststelle aus einer Übertragung von Aufgaben auf die Dienste der wallonischen Regierung oder auf eine Einrichtung von öffentlichem Interesse oder aus einer Änderung ihres Personalstellenplanes resultiert und er weiterhin dieselben Aufgaben wahrnimmt.

Art. 10 - § 1. Der Telearbeiter kann jederzeit beantragen, dass der Genehmigung der Telearbeit mit sofortiger Wirkung ein Ende gesetzt wird.

§ 2. Aufgrund des begründeten Gutachtens des hierarchischen Vorgesetzten, der mindestens den Rang A4 besitzt, kann der Direktionsausschuss jederzeit vorschlagen, dass die Telearbeitgenehmigung abgeändert oder beendet wird.

Der Telearbeiter kann auf seinen Antrag hin im Rahmen der Untersuchung seiner Akte von dem Direktionsausschuss angehört werden.

Der Beschluss zur Abänderung oder Beendigung der Genehmigung der Telearbeit wird von dem Generalsekretär oder dem für Personalangelegenheiten zuständigen Generalbeamten, oder deren Bevollmächtigten, auf der Grundlage des Vorschlags des Direktionsausschusses getroffen. Dieser Beschluss wird dreißig Tage nach dessen Notifizierung an den Telearbeiter wirksam.

Abschnitt 3 — Gelegentliche Telearbeit

Art. 11 - § 1. Unbeschadet der Bedingungen des Artikels 4 kann der hierarchische Vorgesetzte, der mindestens den Rang A4 besitzt, dem Personalmitglied gestatten, gelegentliche Telearbeit für höchstens zehn Tage pro Jahr zu leisten.

Das Personalmitglied darf nur dann gelegentlich Telearbeit leisten, wenn es ihm vor Beginn des Arbeitstages von seinem hierarchischen Vorgesetzten, der mindestens den Rang A4 besitzt, erlaubt wurde. Diese Zustimmung muss per elektronische Post oder per Handy-Nachricht gegeben werden.

Das Personalmitglied darf nur dann zur gelegentlichen Telearbeit ermächtigt werden, wenn es in der Lage ist, seine Arbeit auf diese Weise gemäß den Bestimmungen des Artikels 4 § 2 auszuführen.

Die Modalitäten für die gelegentliche Telearbeit werden von dem Generalsekretär oder dem für Personalangelegenheiten zuständigen Generalbeamten festgesetzt.

§ 2. Es darf keine Vergütung oder Prämie mit der gelegentlichen Telearbeit verbunden werden.

Abschnitt 4 — Rechte und Pflichten

Art. 12 - Der Telearbeiter muss per E-Mail oder Telefon nach den mit der Hierarchie zu vereinbarenden Modalitäten mindestens von 9.30 Uhr bis 12 Uhr und von 14 bis 16 Uhr erreichbar sein.

Art. 13 - § 1. Keine Erhöhung oder Reduzierung des Arbeitszeitplanes darf mit der Telearbeit verbunden sein.

Die Arbeitslast und die Ergebniskriterien des Telearbeiters entsprechen denjenigen der vergleichbaren Personalmitglieder, die in den Räumlichkeiten des Arbeitgebers beschäftigt sind.

§ 2. Der Telearbeiter hat die gleichen Rechte auf die Ausbildung und auf die Laufbahnmöglichkeiten wie die vergleichbaren Personalmitglieder, die in den Räumlichkeiten des Arbeitgebers beschäftigt sind. Er unterliegt den gleichen Bewertungen.

Art. 14 - Der Telearbeiter muss Zugang zu den Informationen über die Einrichtung und den Dienst haben.

Art. 15 - Der Arbeitgeber liefert, installiert und wartet die für die Telearbeit notwendigen IKT- und Telefonausrüstungen.

Der Arbeitgeber bietet eine angemessene technische Unterstützung.

Im Falle einer arglistigen Täuschung, eines schwerwiegenden Fehlers oder eines leichten Fehlers mit Gewohnheitscharakter betreffend die IKT-Sicherheitsbestimmungen setzt der Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Haushalt, Logistik und Informations- und Kommunikationstechnologie oder sein Bevollmächtigter im Dienstrang A3 oder der in Sachen Informationstechnologien zuständige leitende Beamte den Zugang zu den technischen Lösungen, die die Telearbeit ermöglichen, in Erwartung eines Beschlusses des Generalsekretärs oder des für Personalangelegenheiten zuständigen Generalbeamten, oder deren Bevollmächtigten gemäß Artikel 10, § 2, Absatz 3 aus.

Art. 16 - Dem Telearbeiter wird eine feste monatliche Vergütung von 20 Euro pro Kalendermonat gewährt, um die Kosten für die Internetverbindung zu decken.

Bei Abwesenheit von mehr als einem Kalendermonat wird die Gewährung der Vergütung ab dem folgenden Monat ausgesetzt.

Art. 17 - Der Telearbeiter behandelt das ihm anvertraute Material mit Sorgfalt.

Art. 18 - Der Telearbeiter informiert den Arbeitgeber unverzüglich im Falle eines Materialschadens oder über jegliches sonstige Vorkommnis, das ihn daran hindert, seine Arbeit auszuführen.

Bei einer in Absatz 1 erwähnten Verhinderung kann die Telearbeit auf begründetes Gutachten des hierarchischen Vorgesetzten, der wenigstens den Dienstrang A4 besitzt, ausgesetzt werden.

Art. 19 - Der Telearbeiter informiert den Arbeitgeber unverzüglich im Falle eines Diebstahls oder einer Beschädigung durch Dritte und erteilt die Auskünfte, die ermöglichen können, die Wiedergutmachung des erlittenen Schadens zu erhalten.

Art. 20 - Außer im Falle einer arglistigen Täuschung, eines schwerwiegenden Fehlers oder eines leichten Fehlers mit Gewohnheitscharakter übernimmt der Arbeitgeber die Kosten, die mit dem Verlust oder der Beschädigung des Materials und der Daten verbunden sind.

Art. 21 - Der Telearbeiter informiert den Arbeitgeber unverzüglich bei Krankheit oder bei einem Arbeitsunfall.

Er erteilt jegliche Information, die für die Anerkennung des Unfalls als Arbeitsunfall nötig ist.

Art. 22 - Der Arbeitgeber informiert den Telearbeiter über die geltenden Schutz- und Gefahrenverhütungsmaßnahmen in Sachen Gesundheit und Arbeitssicherheit, insbesondere über diejenigen, die Arbeit vor Bildschirmen betreffen.

Der Telearbeiter kann einen Besuch des internen Dienstes für Gefahrenverhütung und Schutz am Arbeitsplatz beantragen.

KAPITEL III. — *Übergangs- und Schlussbestimmungen*

Art. 23 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 7. April 2011 über die Telearbeit, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 31. Januar 2013, wird aufgehoben.

In Abweichung von Absatz 1 leistet das Personalmitglied, das am Tag des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses bereits Telearbeit durchführt, unter den Bedingungen des vorgenannten Erlasses vom 7. April 2011 und gemäß seiner laufenden Telearbeitgenehmigung bis zu deren Ablauf weiterhin Telearbeit, ohne jedoch das Datum vom 31. Dezember 2020 überschreiten zu dürfen.

Das in Absatz 2 genannte Personalmitglied genießt jedoch sofort die günstigeren Bestimmungen des vorliegenden Erlasses, insbesondere die in Artikel 16 vorgesehene Vergütung.

Wenn es nach Ablauf seiner laufenden Genehmigung weiterhin Telearbeit leisten will, reicht das in Absatz 2 genannte Personalmitglied einen Antrag unter den Bedingungen des vorliegenden Erlasses ein.

Art. 24 - Der vorliegende Erlass tritt in Kraft am ersten Tag des Monats nach Ablauf einer zehntägigen Frist beginnend ab dem Tag nach seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt*.

Art. 25 - Die Ministerin für den öffentlichen Dienst wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 5. Dezember 2019

Für die Regierung:
Der Ministerpräsident
E. DI RUPO

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Datenverarbeitung, administrative Vereinfachung, beauftragt
mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit
V. DE BUE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/205886]

5 DECEMBER 2019. — Besluit van de Waalse Regering betreffende telewerk

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 3, vervangen bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en gewijzigd bij de bijzondere wet van 6 januari 2014;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden voor de indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 7 april 2011 betreffende telewerk, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 31 januari 2013;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 15 februari 2019;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 21 februari 2019;

Gelet op de instemming van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 21 februari 2019;

Gelet op het onderhandelingsprotocol nr. 768 van het Sectorcomité nr. XVI, gesloten op 14 mei 2019;

Gelet op advies nr. 66.233/4 van de Raad van State, gegeven op 17 juni 2019, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het verslag van 8 november 2019 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op de personeelsleden van de diensten van de Waalse Regering en de openbare instellingen bedoeld in het decreet van 22 januari 1998 houdende het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit verstaat men onder:

1° personeelslid: het statutaire personeelslid en het contractuele personeelslid;

2° telewerk: elke vorm van organisatie en/of uitvoering van het werk waarbij gebruik wordt gemaakt van de informatietechnologieën en waarin een werk dat in de lokalen van de werkgever verricht kan worden regelmatig verricht wordt op de woonplaats van de telewerker of op elke andere plaats waar telewerk buiten de lokalen van de werkgever mits toestemming van de werkgever wordt uitgevoerd;

3° occasioneel telewerk: elke vorm van organisatie en/of uitvoering van het werk waarbij gebruik wordt gemaakt van de informatietechnologieën en waarin een werk dat in de lokalen van de werkgever verricht kan worden, occasioneel uitgevoerd wordt op de woonplaats van het personeelslid of op elke andere plaats waar telewerk buiten de lokalen van de werkgever mits toestemming van de werkgever wordt uitgevoerd;

4° telewerker: het personeelslid dat telewerk zoals bepaald in 2° en 3° uitvoert;

5° werkgever: een dienst van de Waalse Regering of een openbare instelling bedoeld in het decreet van 22 januari 1998 houdende het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren;

6° dienst van toewijzing: directie of entiteit die in de buitendiensten niet als directie is opgericht, waarin het personeelslid wordt toegewezen.

HOOFDSTUK II. — *Telewerk*

Afdeling 1. — Verzoek

Art. 3. Het personeelslid kan te allen tijde een individueel verzoek om telewerk te verrichten bij de hiërarchische meerdere van minstens rang A4 indienen.

De hiërarchische meerdere brengt tegelijkertijd zijn met redenen omkleed advies uit aan het directiecomité van het directoraat-generaal waartoe hij behoort en aan het personeelslid.

In geval van een negatief advies kan het personeelslid op zijn verzoek door het directiecomité worden gehoord.

De verzoeken worden behandeld volgens de door de secretaris-generaal of de ambtenaar-generaal bevoegd inzake personeel vastgestelde modaliteiten.

Afdeling 2. — Toestemming

Art. 4. § 1. De toestemming om telewerk te verrichten wordt op grond van het voorstel van het directiecomité door de secretaris-generaal of de ambtenaar-generaal bevoegd inzake personeel, of hun afgevaardigde, toegekend.

§ 2. Het personeelslid kan de toestemming krijgen om telewerk te verrichten als de volgende voorwaarden vervuld zijn:

1° het telewerk is verenigbaar met de functie;

2° het telewerk is niet in strijd met het belang van de dienst;

3° het personeelslid is op het moment van de sollicitatie gedurende ten minste zes maanden werkzaam in de dienst waarbij hij is toegewezen;

4° het personeelslid kan:

a. zich organiseren om zijn taken zelfstandig uit te voeren binnen de voorgeschreven termijnen;

b. met zijn collega's en hiërarchische meerderen op afstand samenwerken.

Met betrekking tot § 2, eerste lid, 1°, kunnen de volgende elementen een belemmering voor telewerk zijn:

a. de noodzaak van een voortdurende aanwezigheid op de werkplaats vanwege de aard van het beroep van het personeelslid;

b. het dagelijkse gebruik van toepassingen die om veiligheidsredenen niet toegankelijk zijn voor het personeelslid buiten de werkplek;

c. de dagelijkse verwerking door het personeelslid van documenten die de werkplek om redenen van vertrouwelijkheid niet mogen verlaten.

§ 3. De stagiair mag niet telewerken, tenzij hij:

1° op de dag vóór zijn toelating tot de stage reeds in het bezit is van een toestemming om telewerk te verrichten als contractueel personeelslid in dezelfde dienst van toewijzing;

2° op de dag vóór zijn toelating tot de stage gedurende een periode van zes maanden als contractueel in dezelfde dienst van toewijzing is tewerkgesteld.

Art. 5. De toestemming om telewerk te verrichten vermeldt :

1° de plaats waar het telewerk verricht wordt;

2° de telewerkdag(en) die in onderlinge overeenstemming door de hiërarchische meerdere van minstens rang A4 en de telewerker is(zijn) vastgelegd;

3° de periodes buiten de in artikel 12 bedoelde verplichte dienstregelingen waarin de telewerker bereikbaar moet zijn;

6° de toestemming waarbij de telewerker tussen 9 u 30 en 16 u 00 toegang tot zijn woonplaats of tot de plaats waar hij telewerkt, verleent aan de interne preventiedienst;

5° de verbintenis van de telewerker tot naleving van de door de werkgever opgelegde veiligheidsregels inzake informatica;

6° de verbintenis van de telewerker tot deelname aan de telewerkopleidingen georganiseerd door de werkgever, met name die betreffende de veiligheidsregels inzake informatica.

De bepalingen opgenomen in het eerste lid zijn het voorwerp van een aanhangsel bij het arbeidscontract van de contractuele personeelsleden.

Art. 6. § 1. Op verzoek van de telewerker kan de hiërarchische meerdere van ten minste rang A4 toestemming verlenen voor een verplaatsing van de telewerkdag of -dagen in dezelfde week of voor een aanpassing van de telewerk-schema's.

§ 2. De hiërarchische meerdere van ten minste rang A4 van de telewerker kan een verplaatsing van de telewerkdag of -dagen in dezelfde week of een aanpassing van de telewerkschema's in het belang van de dienst opleggen met een maximum van vier dagen per jaar.

Art. 7. Onverminderd artikel 8, § 1, kan de secretaris-generaal of de ambtenaar-generaal bevoegd inzake personeel voor een verlengbare periode van één jaar een aanpassing van de telewerkdag of -dagen voor eenoudergezinnen toestaan, afhankelijk van de gezinssituatie.

De modaliteiten betreffende deze aanpassing worden door de secretaris-generaal of de ambtenaar-generaal bevoegd inzake personeel vastgesteld.

Art. 8. § 1. De telewerker mag niet meer dan twee dagen per week telewerk verrichten.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1 mogen de volgende personeelsleden slechts één dag per week telewerken:

1° de directeur belast met een leidinggevende functie en de personeelsleden van rang A5, B1, C1 en D1 die begeleidingsfuncties uitoefenen;

2° het deeltijds presterend personeelslid.

§ 3. De volgende personeelsleden mogen twee dagen per week telewerken, op voorwaarde dat zij ten minste één dag per week op de werkplek aanwezig zijn en op aanbeveling en voorstel van de preventieadviseur-arbeidsarts:

1° het personeelslid dat zijn functies uitoefent volgens de regeling voor verminderde prestaties om medische redenen bedoeld in de artikelen 414 tot 418 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode;

2° het personeelslid dat zijn functies uitoefent volgens de regeling voor verminderde prestaties om medische redenen op grond van artikel 100, § 2, van de wet van 14 juli 1994 betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen;

3° het personeelslid dat in aanmerking voor verminderde prestaties om medische redenen op grond van artikel 32bis van het koninklijk besluit van 24 januari 1969 betreffende de schadevergoeding ten gunste van personeelsleden van de overheidssector, voor arbeidsongevallen en voor ongevallen op de weg naar en van het werk of van artikel 19bis van het koninklijk besluit van 5 januari 1971 betreffende de schadevergoeding voor beroepsziekten in de overheidssector.

§ 4. In afwijking van paragraaf 1 mag een personeelslid dat opnieuw het werk hervat na een ernstige en langdurige ziekte die als zodanig is erkend door de medische controledienst bedoeld in artikel 413, 1°, van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode, op voorwaarde dat hij ten minste één dag per week op zijn werkplek aanwezig is en op aanbeveling en voorstel van de preventieadviseur-arbeidsarts.

§ 5. Telewerk wordt per volle dagen verricht.

In afwijking van het eerste lid kan het telewerk per halve dagen verricht worden in het kader van de in de paragrafen 2, 2° en 3°, en 4 bedoelde gevallen.

§ 6. Er wordt een tijdskrediet van 7 uren 36 minuten per telewerkdag toegekend.

In afwijking van het eerste lid kan een tijdskrediet van 3 uren 48 minuten toegekend worden aan de telewerker die prestaties over een halve dag verricht in de in de paragrafen 2, 2° en 3°, en 4 bedoelde gevallen.

Art. 9. Elke wijziging in de toewijzing van de telewerker beëindigt automatisch de toestemming om telewerk te verrichten.

In afwijking van artikel 4, § 2, 3°, kan het personeelslid onverwijld een nieuw verzoek tot toestemming om telewerk te verrichten indienen als de wijziging van zijn toewijzing het gevolg is van een overdracht van taken aan de diensten van de Waalse Regering of aan een openbare instelling, of het gevolg is van een wijziging van hun personeelsformatie, en als hij dezelfde functies blijft uitoefenen.

Art. 10. § 1. De telewerker kan te allen tijde verzoeken om onmiddellijke beëindiging van de toestemming om telewerk te verrichten.

§ 2. Op basis van het met redenen omkleed advies van de hiërarchische meerdere van minstens niveau A4 kan het directiecomité te allen tijde voorstellen de toestemming om telewerk te verrichten te wijzigen of te beëindigen.

De telewerker kan op zijn verzoek door het directiecomité worden gehoord in het kader van de behandeling van zijn dossier.

De beslissing tot wijziging of tot beëindiging van de toestemming om telewerk te verrichten wordt door de secretaris-generaal of de ambtenaar-generaal bevoegd inzake personeel, of hun afgevaardigde, genomen op grond van het voorstel van het directiecomité. Deze beslissing heeft uitwerking dertig dagen na de kennisgeving ervan aan de telewerker.

Afdeling 3. — Occasioneel telewerk

Art. 11. § 1. Onverminderd de voorwaarden bedoeld in artikel 4 kan de hiërarchische meerdere van ten minste niveau A4 het personeelslid toestemming geven om gedurende ten hoogste tien dagen per jaar occasioneel telewerk toe te staan.

Het personeelslid mag slechts occasioneel telewerk verrichten indien hij daartoe vóór het begin van de werkdag door zijn hiërarchische meerdere van minstens rang A4 is gemachtigd. Deze toestemming moet per e-mail of via een bericht via het mobiel telefoonnet worden gegeven.

Het personeelslid kan slechts toestemming krijgen om occasioneel telewerk te verrichten op voorwaarde dat hij in staat is zijn werk op deze wijze uit te voeren overeenkomstig de bepalingen van artikel 4, § 2.

De modaliteiten betreffende het occasioneel telewerk worden door de secretaris-generaal of de ambtenaar-generaal bevoegd inzake personeel vastgesteld.

§ 2. Bij occasioneel telewerk mag geen vergoeding of premie uitgekeerd worden.

Afdeling 4 - Rechten en verplichtingen

Art. 12. De telewerker moet bereikbaar zijn via e-mail en telefoon, volgens met de hiërarchie overeen te komen modaliteiten, ten minste van 9.30 tot 12.00 uur en van 14.00 tot 16.00 uur.

Art. 13. § 1. Telewerk mag geen aanleiding geven tot meer of minder werkuren.

De werklast en de resultaatcriteria van de telewerker zijn gelijk aan die van de vergelijkbare personeelsleden die in de lokalen van de werkgever tewerkgesteld zijn.

§ 2. De telewerker heeft dezelfde rechten op opleiding en loopbaanmogelijkheden als de vergelijkbare personeelsleden die in de lokalen van de werkgever tewerkgesteld zijn en wordt aan dezelfde beoordelingen onderworpen.

Art. 14. De telewerker heeft toegang tot informatie betreffende de instelling en de dienst.

Art. 15. De werkgever verschaft, installeert en onderhoudt de informatica- en telefonietoestellen die nodig zijn voor het telewerk.

De werkgever verschaft een geschikte technische hulpdienst.

In geval van kwade trouw, van ernstige fout of van gebruikelijke lichte fout m.b.t. de veiligheidsregels inzake informatica, wordt de toegang tot de technische oplossingen die telewerk mogelijk maken opgeschort door de directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Begroting, Logistiek en Informatie- en Communicatietechnologieën of door diens afgevaardigde van rang A3 of door de leidend ambtenaar bevoegd inzake informatietechnologieën, in afwachting van een beslissing van de Secretaris-generaal of van de ambtenaar-generaal bevoegd inzake personeel, of hun afgevaardigde, overeenkomstig artikel 10, § 3.

Art. 16. Een forfaitaire maandelijkse vergoeding van 20 euro wordt per kalendermaand aan de telewerker toegekend om de kosten van de internetverbinding te dekken.

Bij afwezigheid van meer dan één kalendermaand wordt de toekenning van de vergoeding met ingang van de volgende maand geschorst.

Art. 17. De telewerker draagt zorg voor de toestellen die hem toevertrouwd worden.

Art. 18. De telewerker verwittigt onmiddellijk de werkgever in geval van storing van een toestel of bij elk probleem dat hem belet zijn werk te verrichten.

In geval van verhindering bedoeld in het eerste lid kan het telewerk opgeschort worden bij gemotiveerde beslissing van de hiërarchische meerdere van minstens rang A4.

Art. 19. De telewerker verwittigt onmiddellijk de werkgever in geval van diefstal of beschadiging door derden en verstrekt hem informatie met het oog op mogelijk schadeherstel.

Art. 20. Behalve in geval van bedrog, zware fout of gebruikelijke lichte fout van de telewerker, draagt de werkgever de kosten i.v.m. het verlies of de beschadiging van de toestellen en de gegevens.

Art. 21. De telewerker verwittigt onmiddellijk de werkgever in geval van ziekte of van arbeidsongeval.

Hij verstrekt elk gegeven dat nuttig is om het ongeval als arbeidsongeval te kenschetsen.

Art. 22. De werkgever geeft de telewerker kennis van de geldende beschermings- en preventiemaatregelen inzake gezondheid en arbeidsveiligheid, met name wat de beeldschermen betreft.

De telewerker kan de interne dienst voor preventie en bescherming op het werk verzoeken om een bezoek.

HOOFDSTUK III. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 23. Het besluit van de Waalse Regering van 7 april 2011 betreffende telewerk, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 31 januari 2013, wordt opgeheven.

In afwijking van het eerste lid blijft een personeelslid dat op de datum van inwerkingtreding van dit besluit reeds telewerk verricht, telewerken onder de voorwaarden van bovengenoemd besluit van 7 april 2011 en overeenkomstig zijn lopende toestemming om telewerk te verrichten, en dit, tot de daarin vastgestelde termijn, maar niet langer dan 31 december 2020.

Het in het tweede lid bedoelde personeelslid komt echter onmiddellijk in aanmerking voor de gunstigere bepalingen van dit besluit, met name voor de in artikel 16 bedoelde vergoeding.

Indien het in lid 2 bedoelde personeelslid na afloop van zijn lopende toestemming wenst door te gaan met telewerken, dient hij een aanvraag in onder de voorwaarden van dit besluit.

Art. 24. Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de maand na afloop van een termijn van tien dagen die ingaat op de dag na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 25. De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 5 december 2019.

Voor de Regering,
De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE